

L'APPUI DU CANADA À LA PROMOTION DU DIALOGUE
ET DES NÉGOCIATIONS AU SUJET D'UNE AFRIQUE DU SUD NON RACIALE
ET AUX EFFORTS POUR CONTRER LA PROPAGANDE ET LA CENSURE

L'objectif essentiel de la politique canadienne en ce qui concerne l'Afrique du Sud est de contribuer à mettre un terme à l'apartheid et à instaurer une démocratie non raciale par voie de négociations. Les efforts canadiens sont de deux ordres. Les sanctions économiques et autres visent à forcer le gouvernement sud-africain à prendre des mesures qui déboucheront sur un changement irréversible. Parallèlement, le Canada mène plusieurs programmes destinés à aider les victimes de l'apartheid, à promouvoir le dialogue et les négociations au sujet d'un avenir non racial et à contrer la propagande et la censure sud-africaines.

Dans leur Déclaration de l'Okanagan en octobre 1987, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont affirmé : "nous croyons néanmoins devoir profiter de toutes les occasions qui se présentent pour encourager un véritable dialogue interne". Après la réunion du Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique du Sud (CMAE), le Canada a créé un important fonds visant à promouvoir le dialogue entre les Sud-Africains au sujet d'un avenir démocratique et non racial. L'ampleur et le financement de ce programme ont considérablement augmenté depuis lors, passant de 640 000 \$ en 1988-1989 à 1 million \$ en 1989-1990 et à 1,8 million \$ cette année. En 1991-1992, 2,3 millions \$ ont été affectés au Fonds du dialogue.

Les projets relatifs au dialogue, conçus par et pour les Sud-Africains, comprennent l'aide à la presse parallèle, le financement des événements qui rapprochent les Sud-Africains de différentes races pour qu'ils se comprennent mieux et discutent d'un avenir commun, le soutien aux droits de la personne et aux organisations professionnelles essayant d'abattre les barrières de l'apartheid, la promotion de l'idée d'un avenir non racial par les arts et la culture populaire et l'appui aux discussions entre l'ANC et des Sud-Africains blancs au pouvoir. L'accent porte davantage sur les projets qui faciliteront plus directement le processus des négociations, comme la fourniture de compétences constitutionnelles et le financement de la recherche, les conférences et les colloques sur les questions et options relatives à une Afrique du Sud postérieure à l'apartheid.

Les chefs de gouvernement du Commonwealth ont également fait remarquer dans la Déclaration de l'Okanagan le besoin d'exposer la vérité au sujet de l'apartheid et ont affirmé que le Commonwealth doit privilégier la lutte contre la propagande et la censure sud-africaines. Le Canada a établi une stratégie à ce sujet et l'a présentée au CMAE à Toronto en août 1988. À ce moment-là, le Canada a aussi annoncé le lancement du Plan d'action canadien de 1 million \$ pour contrer la propagande et la censure sud-africaines. Depuis lors, le Canada a appuyé plusieurs activités anti-censure en Afrique du Sud et des projets visant à informer les Canadiens sur les réalités de l'apartheid.